



**PRÉFÈTE  
DE LA NIÈVRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction du pilotage interministériel**

**Pôle des politiques publiques**

Section environnement et Guichet Unique ICPE

**Arrêté Préfectoral n° 58-2026-03-25-00002**

**portant mise en demeure à la société DEROMÉDI CARRIÈRES  
de respecter les dispositions de l'article 26.3 de l'arrêté préfectoral l'autorisant à exploiter une carrière  
de roche calcaire implantée sur le territoire des communes de Ciez et Entrains-sur-Nohain**

La préfète de la Nièvre  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le code de justice administrative ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Mme Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de préfète de la Nièvre ;
- VU** le décret du 18 juin 2025 portant nomination de Mme Stéphanie PETITJEAN en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99/P/4664, délivré le 22 décembre 1999 à la société DEROMÉDI CARRIÈRES pour l'extension de sa carrière de pierre calcaire sise sur le territoire des communes de Ciez et d'Entrains-sur-Nohain et de régularisation de l'unité de concassage criblage ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2025-07-04-000004 du 4 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Stéphanie PETITJEAN, secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 23 octobre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel en date du 29 octobre 2025, en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant par courriel du 19 décembre 2025 sur le projet d'arrêté précité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 26.3 de l'arrêté du 22 décembre 1999, susvisé, dispose : « *Les rejets, à l'extérieur du site autorisé, d'eaux de procédés des installations de traitement des matériaux et de lavage des véhicules sont interdits. Ces eaux sont collectées séparément et intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eaux de procédés de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu* » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 19 juin 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas la disposition suivante :

- article 26.3 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999, susvisé :
  - Il est constaté de façon récurrente que les eaux de lavage des véhicules ne sont pas recyclées puisqu'elles sont rejetées dans un bassin de décantation puis traitées par un débourbeur-déshuileur avant infiltration ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 17 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas la disposition suivante :

- article 26.3 de l'arrêté du 22 décembre 1999, susvisé :
  - Les eaux de lavage des véhicules et entretien sont traitées par un débourbeur-déshuileur puis partent dans le fossé, celles-ci ne sont pas recyclées ;

**CONSIDÉRANT** le courriel de l'exploitant, en date du 19 décembre 2025, indiquant que les godets des engins sont nettoyés au niveau de la carrière (usine et installation de traitement) et que les eaux chargées de fines calcaire ou d'argiles ruissellent ensuite dans la carrière et s'infiltrant dans le milieu naturel ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société DEROMÉDI CARRIÈRES de respecter les prescriptions de l'article 26.3 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999, susvisé ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

La société DEROMÉDI CARRIÈRES exploitant une carrière de pierre calcaire sise sur les communes de Ciez et d'Entrains-sur-Nohain est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 26.3 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999, susvisé.

### **Article 2 : Sanctions**

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Publicité et notification**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société DEROMÉDI CARRIÈRES.

### **Article 4 : Exécution et copies**

- la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre,
- la sous-préfète de Cosne-Cours-sur-Loire,
- le sous-préfet de Clamecy,
- les maires de Ciez et Entrains-sur-Nohain,
- la directrice régionale par intérim de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre et dont l'original sera transmis au directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le 25 MARS 2026

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
La Secrétaire Générale

  
Stéphanie PETITJEAN

### **Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

